

Le travail social à l'honneur

Pour son prix "Janusz Korczak 2003" la fondation Kannerschlass lance un appel de candidatures. Comme tous les deux ans il s'agit d'honorer et de soutenir moralement et financièrement le développement de travaux dans le domaine du travail social au Luxembourg. Le prix peut être attribué à des professionnels et à des associations oeuvrant dans un esprit de tolérance et de solidarité. Des initiatives novatrices et des projets défavorisés par ailleurs bénéficieront d'une considération particulière. Depuis 1992 la liste des personnes ayant reçu le prix ou une mention honorifique comprend des personnalités aussi différentes que Caroline Mart, Marie-Paule Molitor-Peffer, Vincent Theis et Tom Schlechter. Toute personne qui souhaite poser une candidature en son nom, au nom d'une association, ou pour une tierce personne ou association peut le faire en adressant un courrier avec une brève description du projet à la Fondation Kannerschlass, 12, rue Winston Churchill, L-4434 Soleuvre. Renseignements: tél. 59 59 59 1; www.kannerschlass.lu

Ermsdorf solidarisch mit Kleinbettingen

Eine zukunftsfähige Lösung in Sachen Bauschutt müsse gefunden werden, schreibt die Anti-Bauschuttdeponie-Bürgerinitiative aus Ermsdorf in einem Leserbrief. Unter anderem könne alles, was unter die Kategorie Abrissmaterial falle, zu nahezu 100 Prozent recycelt werden. Die dazu erforderlichen Steinbrecheranlagen sollten direkt auf den Baustellen installiert werden statt, wie in Ermsdorf geplant, in einer "Zone verte". Die Materialart Erdaushub, die den größten Anteil darstellt und wegen ihrer lehmartigen Beschaffenheit schwer zu verarbeiten ist, sollte sinnvoll verwertet werden, so die Bürgerinitiative. Zu einer solchen Verwertung gehörten Lärmschutzwälle, jedoch nicht wenn, wie es entlang der Arloner Autobahn geplant sei, landwirtschaftlich genutzte Flächen vernichtet würden. In diesem Sinne stellt sich die Bürgerinitiative Ermsdorf hinter die Proteste der Bauernallianz gegen besagte Deponierung von Erdaushub in Kleinbettingen.

www.biergerinitiativ-iermsdref.lu

Si tu veux la paix, ne vends pas d'armes!

A elle seule, l'Union européenne assure un quart des exportations mondiales d'armes. Pour endiguer ce commerce de la mort, plusieurs ONG de droits humains et humanitaires européennes mènent depuis décembre une campagne "Sauvons des vies: surveillons les ventes d'armes". Les ONG voudraient empêcher les transferts d'armement lorsqu'il existe un risque que ces armes contribuent à des violations des droits humains ou du droit international humanitaire. Dans le cadre de la campagne, des cartes postales peuvent être envoyées à la présidence grecque de l'Union européenne ainsi qu'au responsable de la politique étrangère, Javier Solana.

Par ailleurs le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (Grip) vient de publier un rapport sur les exportations d'armes de la Belgique. Rappelons que la Belgique est un grand exportateur d'armes légères et que Louis Michel, ministre des affaires étrangères, avant d'être glorifié pour sa résistance au diktat américain, s'était attiré les foudres de la gauche parce qu'il avait autorisé des exportations d'armes vers le Népal.

www.arms-control.org

www.grip.org

Techniques et risques environnementaux

Dans le cadre des petits-déjeuners de l'éthique sociale, Marc Mormont, sociologue, exposera samedi 1er mars le sujet "Sciences, techniques et risques environnementaux". Il s'agit d'un des auteurs du dossier sur l'éthique de l'environnement dans le numéro 677 du woxx. La séance commence à 9 heures avec café et croissants et se poursuit, après l'exposé, avec une discussion libre jusque vers midi. Il s'agit de la deuxième séance d'un cycle de six petits-déjeuners qui dure jusque fin avril. Le cycle est organisé par l'Institut de formation sociale en collaboration avec le Département des Lettres et Sciences humaines du Centre universitaire. C'est dans l'ancien bâtiment de ce dernier qu'ont lieu les séances pour lesquelles on demande 5 euros de participation (croissants et documentation compris).

Renseignements: tél. 44 743 339; www.ifs.lu

AMNESTY INTERNATIONAL

Logique militaire ou humanitaire?

Accorder une priorité absolue au sort des civils, c'est ce qu'Amnesty International a demandé aux dirigeants européens avant le sommet de lundi dernier. Ces réflexions restent d'actualité.

Amnesty International appelle les dirigeants de l'Union européenne à saisir l'occasion qui leur est offerte de parler d'une seule voix au sujet de l'Irak en accordant une place prioritaire au sort de la population irakienne en Irak et dans les pays voisins lors du sommet extraordinaire de l'Union européenne prévu lundi prochain.

Dans une lettre ouverte envoyée à la présidence grecque de l'Union européenne et à tous les chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne, Amnesty International appelle les dirigeants européens à avoir un débat sérieux, approfondi et ouvert sur les conséquences probables d'une guerre, en particulier:

- * les répercussions possibles d'une action militaire sur les droits fondamentaux du peuple irakien;
- * le risque d'aggraver une situation humanitaire déjà très mauvaise;
- * le risque de susciter un exode massif de réfugiés et de contraindre un très grand nombre de personnes à la fuite;
- * les risques d'attaques directes contre des civils, d'utilisation de boucliers humains et de recours à des armes qui, par leur nature même, frappent sans discrimination.

"En tant que communauté de valeurs et qu'acteur clé de la scène internationale, l'Union européenne a l'obligation de s'entendre sur la manière dont elle fera face aux conséquences probables d'une guerre. Les dirigeants européens doivent s'inté-



resser de toute urgence à ce qui risque de devenir un désastre de grande ampleur pour la population irakienne en matière de droits humains", a déclaré Dick Oosting, directeur de l'Association d'Amnesty International pour l'Union européenne.

"Le Conseil européen doit envoyer un message fort et uni au Conseil de sécurité des Nations unies pour que la sécurité des personnes passe au premier plan avant toute action. Nous exhortons les deux pays européens qui sont membres permanents du Conseil de sécurité - le Royaume-Uni et la France - à transmettre ce message."

Amnesty International appelle aussi le Conseil de sécurité à déployer immédiatement, sur tout le territoire irakien, des ob-

servateurs chargés de veiller au respect des droits humains.

"Le débat public sur l'Irak est dominé par des considérations sur les tactiques, le calendrier des inspections en armement et les avions espions, mais les dirigeants mondiaux discutent peu, voire pas du tout, de la manière d'éviter les victimes civiles et les perturbations dans les approvisionnements en nourriture, ni du sort de ceux qui seront chassés de chez eux. C'est de cela que les dirigeants de l'Union européenne devraient parler", a ajouté Dick Oosting.

Amnesty International pour l'Union européenne, 14 février 2003



Manif du 15 février: un spectre de manifestant-e-s très large, aussi bien politiquement que géographiquement. Lors du rassemblement sur la Place d'Armes, tentative de sit-in chez MacDo. Pendant que les uns posent contre la guerre et pour le photographe, d'autres dégustent paisiblement leur Big Mac. (photos: woxx)